

Le Baromètre des Décideurs

Viavoice - HEC Paris - *Le Figaro* - BFM Business

Janvier 2019



Viavoice Paris

Études Conseil Stratégie

www.institut-viavoice.com

9 rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90

François Miquet-Marty, Aurélien Preud'homme, Stewart Chau

Sommaire et modalités de réalisation

Principaux enseignements

4. Synthèse des enseignements
6. Indice synthétique du « Moral des décideurs »

Indicateurs conjoncturels

9. Niveau de vie en France
10. Chômage en France
11. Situation financière personnelle
12. Motivation des collaborateurs
13. Opportunités professionnelles

Questions d'actualité. La réforme des retraites

15. L'agenda souhaité de la réforme
16. L'adhésion aux mesures envisagées
17. L'adhésion à l'idée d'un système par points
18. Système par répartition et système par capitalisation
19. La nécessité perçue de la réforme
20. Les craintes existantes sur l'évolution des pensions
21. La nécessité perçue d'épargner en vue de la retraite

Étude réalisée par Viavoice pour HEC Paris, *Le Figaro* et BFM Business.

Interviews effectuées en ligne du 10 au 14 janvier 2019 auprès de :

- Un **échantillon de 400 décideurs**, représentatif de la population des cadres résidant en France métropolitaine. Représentativité par la méthode des quotas, appliquée aux critères suivants : sexe, âge, secteur public ou secteur privé.
- Un **échantillon grand public de 1 000 personnes**, représentatif de la population âgée de 18 ans et plus résidant en France métropolitaine. Représentativité par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, profession de l'interviewé, région et catégorie d'agglomération.

Les évolutions mentionnées dans ce rapport sont issues des précédentes vagues du Baromètre des Décideurs, réalisées par Viavoice pour HEC depuis février 2004.



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Synthèse des enseignements (1/2)

Réformes des retraites : L'opinion publique plutôt favorable à un système par points mais inquiète concernant les modalités de la réforme

A priori, tout porte à croire que la réforme des retraites est un chantier à haut risque pour le Président de la République et le gouvernement. D'abord en raison de la nature de la réforme en elle-même : en choisissant de créer un « système universel de retraites », et donc d'aligner les droits de l'ensemble des actifs (salariés ou indépendants, du public ou du privé, actuellement rattachés au régime général ou à des régimes spéciaux), cette réforme touchera une large majorité de Français.

Ensuite en raison du contexte social : alors que les principales réformes du système de retraites ont souvent mobilisé un grand nombre de manifestants (plan Juppé de 1995, réforme Fillon de 2003, réforme Woerth de 2010...), la crise politique et sociale ouverte par le mouvement des « gilets jaunes » ajoute un risque supplémentaire pour l'exécutif : celui d'une possible « convergence des luttes » entre les gilets jaunes et les opposants à une nouvelle réforme des retraites, au premier rang desquels les syndicats et les salariés du secteur public.

Pour autant, en dépit de ce contexte « explosif », les Français apparaissent *a priori* plutôt favorables aux grandes orientations de la réforme des retraites, telle qu'elle est aujourd'hui envisagée par le gouvernement.

Une majorité de Français favorables à un système de retraites par points, mais des clivages existants entre secteur privé et secteur public

Ainsi, la même tendance s'observe du côté des décideurs et du grand public, avec respectivement 59 % des cadres et 58 % des Français qui se déclarent favorables à un nouveau système de retraite par points. À l'inverse, seuls 34 % des décideurs et 26 % du grand public souhaiteraient conserver le système actuel.

Des clivages apparaissent toutefois selon le statut des personnes interrogées : si les indépendants sont à 79 % favorables au passage à une retraite par points, et les salariés du privé à 59 %, ce taux tombe à 37 % parmi les salariés du public, qui pourraient être – ou craignent d'être – les grands perdants de la réforme à venir, et notamment de l'alignement des différents systèmes de retraites existants.

Traditionnellement plus mobilisés que les salariés du secteur privé, les salariés du public pourraient ainsi être les principaux opposants à la réforme, dont les modalités d'application seront donc essentielles pour ne pas apparaître inéquitable selon les statuts actuels.

Synthèse des enseignements (2/2)

Une réforme jugée indispensable...

Autre enseignement de l'étude plaidant en faveur de la réforme : l'opinion publique la juge majoritairement « indispensable pour pouvoir continuer à financer les pensions de retraite à l'avenir sans créer des déficits » : un avis partagé par 55 % des Français et 64 % des décideurs, même si là encore des clivages peuvent être soulignés, puisque cette opinion est partagée par 75 % des indépendants et 56 % des salariés du privé, mais seulement 43 % des salariés du secteur public.

... Mais dont les modalités d'application et l'impact sur le niveau des pensions inquiètent

Pour autant, si les opinions actuelles sont majoritairement favorables à la « philosophie » et à l'orientation générale de la réforme, encore en négociation entre les partenaires sociaux et le Haut Commissaire à la réforme Jean-Paul Delevoye, on remarque en revanche que certaines modalités d'application actuellement discutées pourraient justement être des facteurs de crispation :

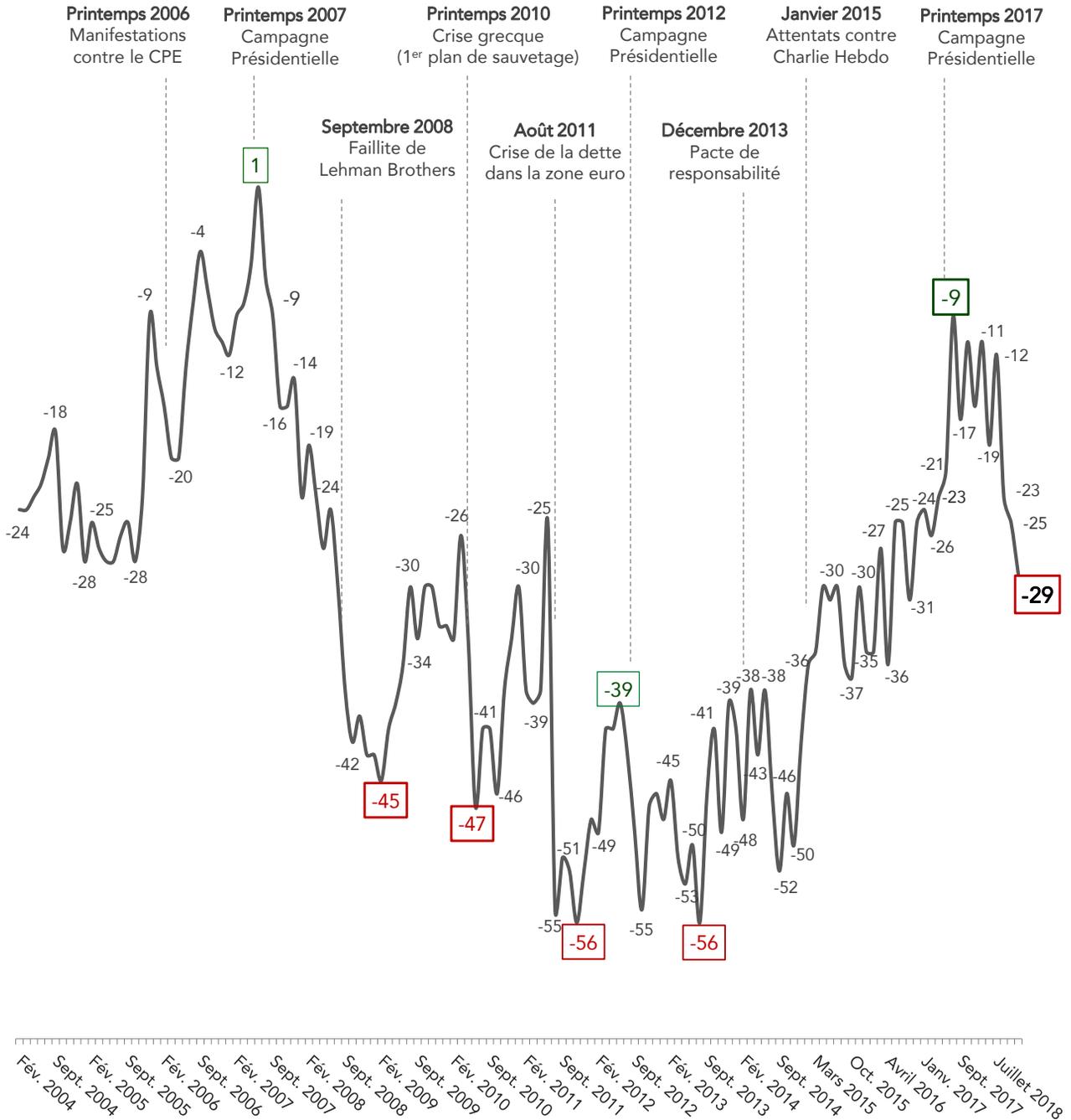
- C'est le cas notamment de l'instauration d'une décote en cas de refus de décaler son départ à la retraite, à laquelle 58 % du grand public et même 62 % des décideurs sont opposés ;
- L'enjeu des pensions de réversion apparaît également sensible, puisque 49 % du grand public et 50 % des décideurs sont opposés à leur mise sous condition de ressources. Un risque déjà anticipé par l'exécutif, puisque le Président de la République vient d'annoncer que « les pensions de réversions ne seront pas modifiées » lors de son intervention devant les maires à Grand Bourgtheroulde.
- Enfin, la révision des majorations de pensions pour les parents de familles nombreuses (trois enfants et plus), qui touchent actuellement des pensions revalorisées de 10 %, est aussi rejetée par 43 % du grand public.

Epargner en vue de sa retraite : une pratique qui va se généraliser ?

Surtout, au-delà de ces modalités d'application, certes à fort enjeux, c'est l'impact de la réforme qui pourrait générer des inquiétudes majeures dans les mois à venir, alors que la question du pouvoir d'achat – et notamment celui des retraités – est devenu la première préoccupation des Français.

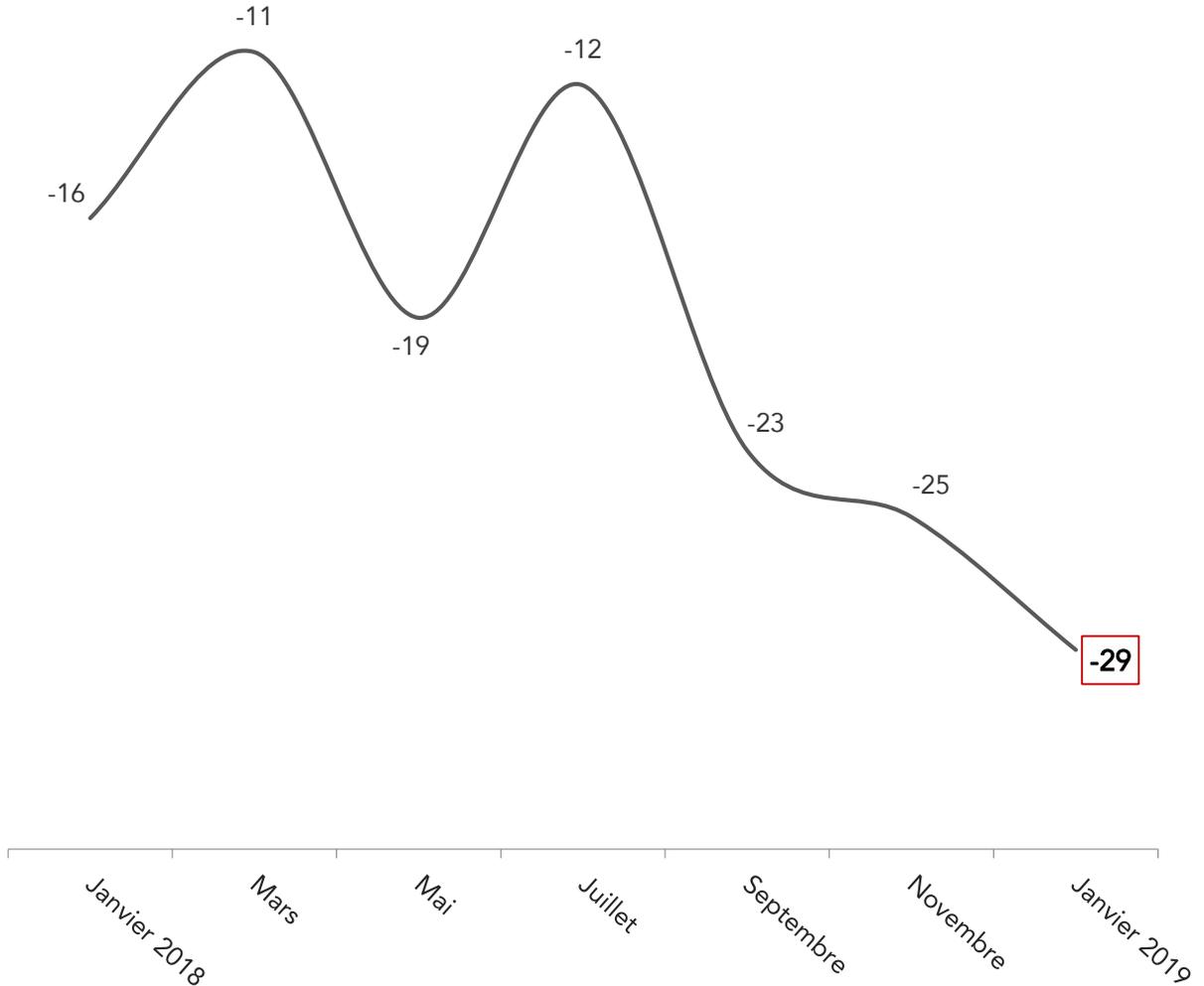
Sans remettre en cause la nécessité de la réforme, on remarque ainsi que 64 % des décideurs et 55 % du grand public s'attendent à une baisse globale des niveaux de pensions à l'issue de la réforme. Un risque déjà anticipé d'ailleurs par une grande partie d'entre eux, puisque 82 % du grand public (et 90 % des décideurs) pensent que chaque actif devra épargner de son côté pour « compléter sa future pension ». Preuve s'il en faut que le débat entre retraite par répartition ou par capitalisation est déjà en partie dépassé : sans besoin de légiférer ou de révolutionner le système actuel, une grande partie des Français mettent déjà de côté en prévision de leurs vieux jours.

Indice du « Moral des décideurs » depuis 2004



L'indice synthétique du « Moral des décideurs » est la moyenne des indices recueillis sur chacune des questions récurrentes. Pour chaque question, l'indice est la différence du pourcentage de réponses positives et de réponses négatives.

Indice du « Moral des décideurs » depuis un an



L'indice synthétique du « Moral des décideurs » est la moyenne des indices recueillis sur chacune des questions récurrentes. Pour chaque question, l'indice est la différence du pourcentage de réponses positives et de réponses négatives.



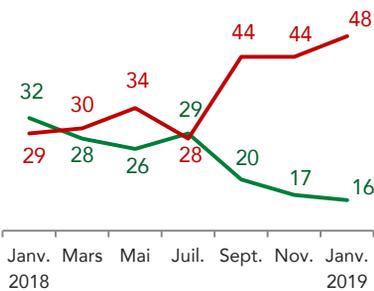
INDICATEURS CONJONCTURELS

Niveau de vie en France

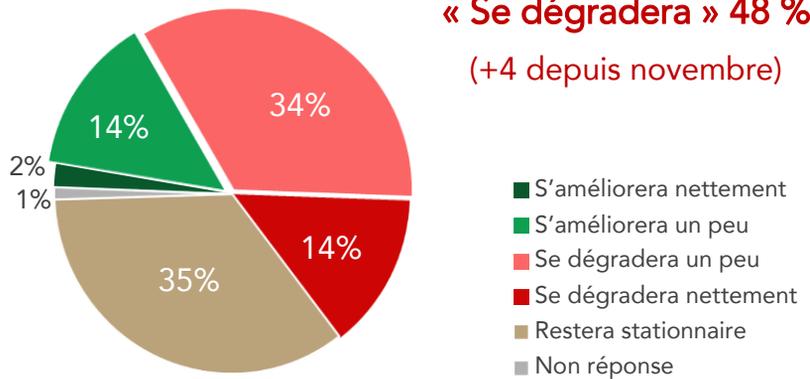
Pensez-vous que d'ici un an, le niveau de vie en France dans l'ensemble... ?

Décideurs

Sous-total
« S'améliorera » 16 %
(-1 depuis novembre)

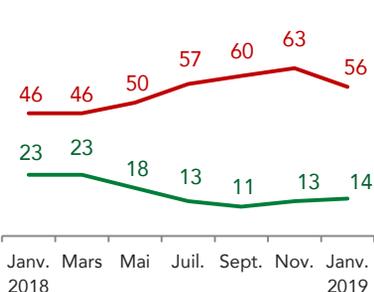


Sous-total
« Se dégradera » 48 %
(+4 depuis novembre)

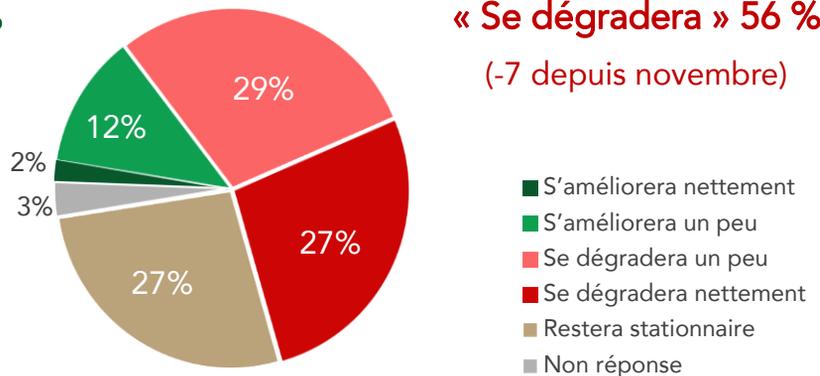


Grand public

Sous-total
« S'améliorera » 14 %
(+1 depuis novembre)



Sous-total
« Se dégradera » 56 %
(-7 depuis novembre)



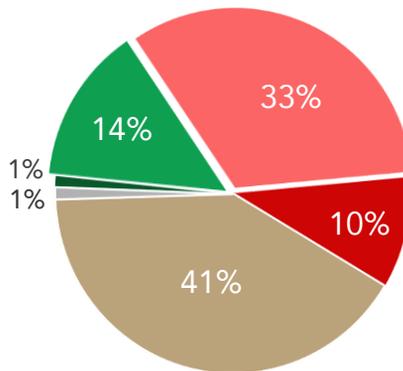
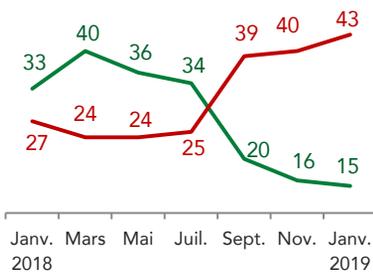
Chômage en France

Pensez-vous que dans les mois qui viennent, le nombre de chômeurs en France... ?

Décideurs

Sous-total
« Diminuera » 15 %
(-1 depuis novembre)

Sous-total
« Augmentera » 43 %
(+3 depuis novembre)

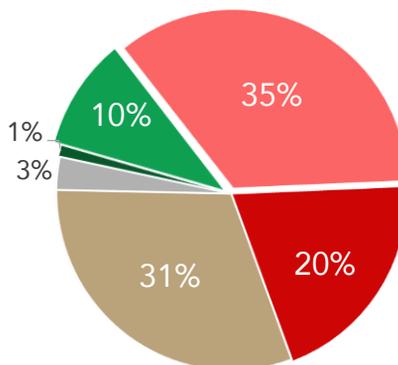
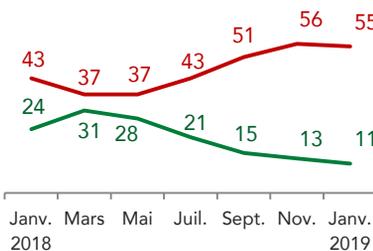


- Diminuera nettement
- Diminuera un peu
- Augmentera un peu
- Augmentera nettement
- Restera stationnaire
- Non réponse

Grand public

Sous-total
« Diminuera » 11 %
(-2 depuis novembre)

Sous-total
« Augmentera » 55 %
(-1 depuis novembre)



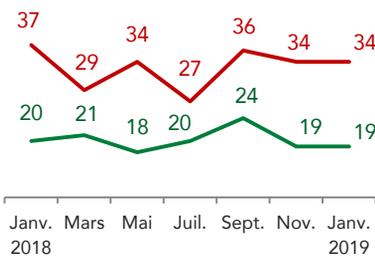
- Diminuera nettement
- Diminuera un peu
- Augmentera un peu
- Augmentera nettement
- Restera stationnaire
- Non réponse

Situation financière personnelle

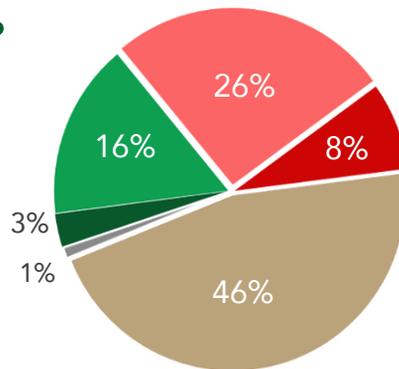
Croyez-vous que dans les mois qui viennent, votre situation financière... ?

Décideurs

Sous-total
« Va s'améliorer » 19 %
(stable depuis novembre)



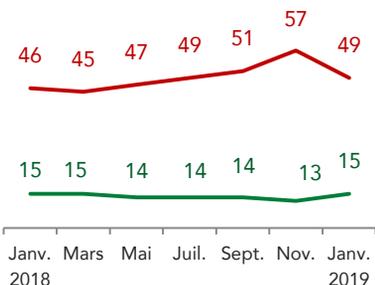
Sous-total
« Va se dégrader » 34 %
(stable depuis novembre)



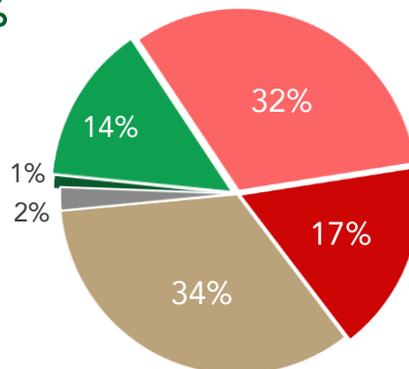
- Va s'améliorer nettement
- Va s'améliorer un peu
- Va se dégrader un peu
- Va se dégrader nettement
- Va rester stationnaire
- Non réponse

Grand public

Sous-total
« Va s'améliorer » 15 %
(+2 depuis novembre)



Sous-total
« Va se dégrader » 49 %
(-8 depuis novembre)



- Va s'améliorer nettement
- Va s'améliorer un peu
- Va se dégrader un peu
- Va se dégrader nettement
- Va rester stationnaire
- Non réponse



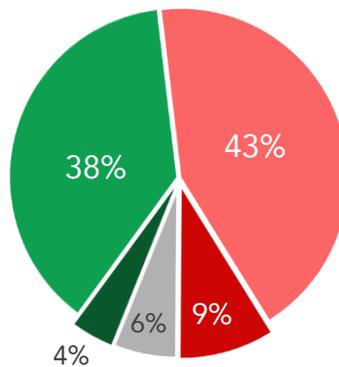
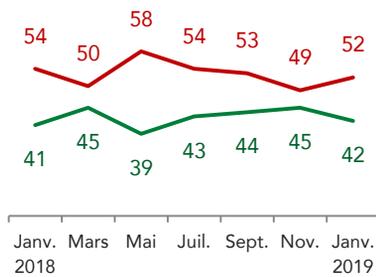
Motivation des collaborateurs

De manière générale, diriez-vous que vos collaborateurs sont actuellement... ?

Décideurs

Sous-total
« **Motivés** » **42 %**
(-3 depuis novembre)

Sous-total
« **Pas motivés** » **52 %**
(+3 depuis novembre)

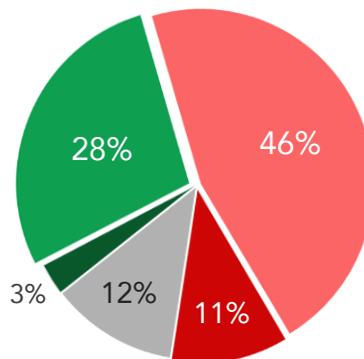
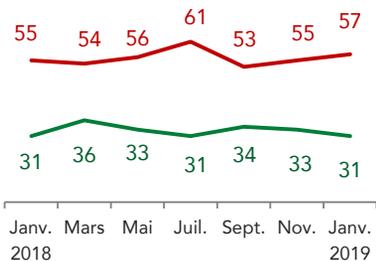


- Très motivés
- Assez motivés
- Pas vraiment motivés
- Pas du tout motivés
- Non réponse

Grand public *

Sous-total
« **Motivés** » **31 %**
(-2 depuis novembre)

Sous-total
« **Pas motivés** » **57 %**
(+2 depuis novembre)



- Très motivés
- Assez motivés
- Pas vraiment motivés
- Pas du tout motivés
- Non réponse



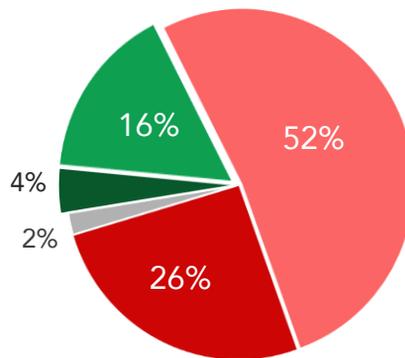
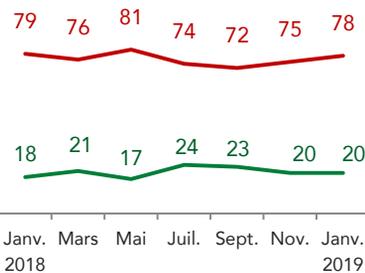
(*) Question posée uniquement aux actifs

Opportunités professionnelles

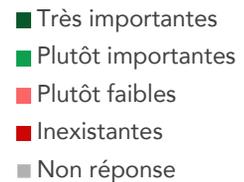
Diriez-vous que les opportunités pour faire progresser votre carrière dans les mois qui viennent sont... ?

Décideurs

Sous-total
« Importantes » 20 %
(stable depuis novembre)

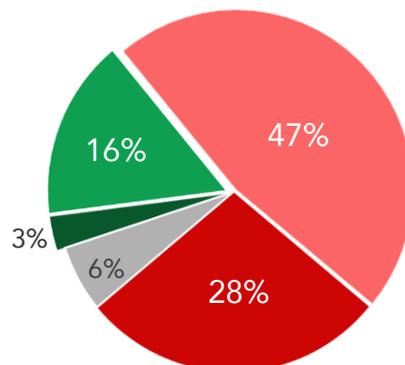
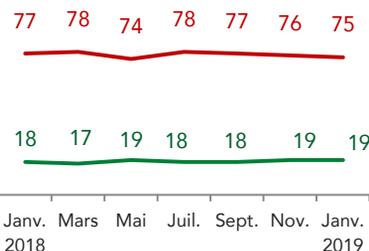


Sous-total
« Faibles » 78 %
(+3 depuis novembre)

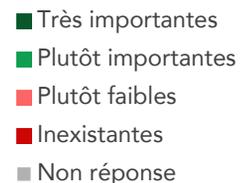


Grand public *

Sous-total
« Importantes » 19 %
(stable depuis novembre)



Sous-total
« Faibles » 75 %
(-1 depuis novembre)





QUESTIONS D'ACTUALITÉ : La réforme des retraites

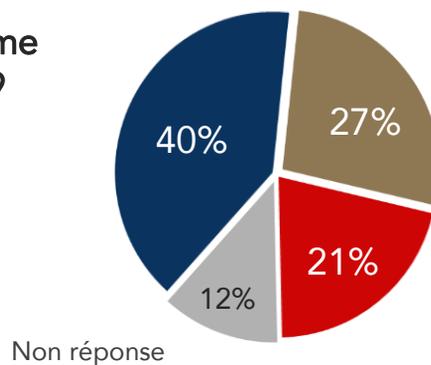
L'agenda souhaité de la réforme

La concertation sur la réforme des retraites va reprendre après un mois et demi de suspension à cause de la mobilisation des « gilets jaunes ». L'objectif est toujours la présentation d'un projet de loi avant l'été, un vote en 2019 et une mise en œuvre à partir de 2025. Des premières voix s'élèvent, y compris dans la majorité, pour demander un report à 2020 de la loi.

Vous, personnellement, pensez-vous que cette réforme des retraites doit... ?

Décideurs

Être votée comme prévu en 2019



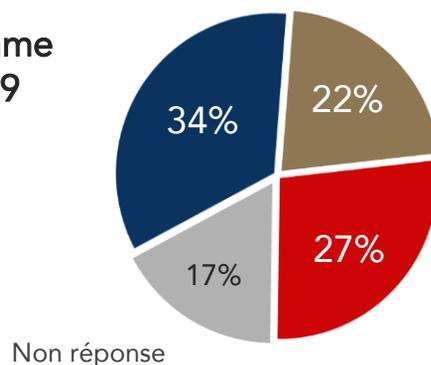
Être reportée en 2020 ou après

Être annulée

Non réponse

Grand public

Être votée comme prévu en 2019



Être reportée en 2020 ou après

Être annulée

Non réponse

L'adhésion aux mesures envisagées

Emmanuel Macron avait proposé dans son programme la création d'un système de retraites universel, c'est-à-dire commun à tous, salariés du privé, du public ou indépendants. Le principe serait qu'un euro cotisé donne à terme les mêmes droits à la retraite à chacun, quel que soit son statut. La mise en œuvre de cet engagement oblige de revoir un certain nombre de fondamentaux du système actuel.

Pour chacune des propositions suivantes, êtes-vous personnellement plutôt favorable ou plutôt opposé aux pistes évoquées... ?

- Plutôt favorable
- Plutôt opposé
- Non réponse

Décideurs

Grand public

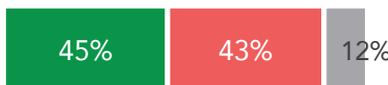
La suppression des régimes spéciaux de retraite (SNCF, EDF, RATP, policiers, militaires, marins, clercs de notaires...)



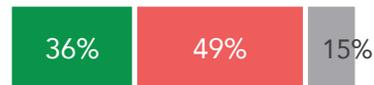
Le maintien d'un âge minimum pour pouvoir partir en retraite, actuellement à 62 ans



La révision des majorations de pension pour les parents de 3 enfants et plus (actuellement de 10 %)



La mise sous condition de ressources des pensions de réversion



L'instauration d'une décote, comme pour les retraites complémentaires, sur les pensions en cas de refus de décaler d'un an son départ

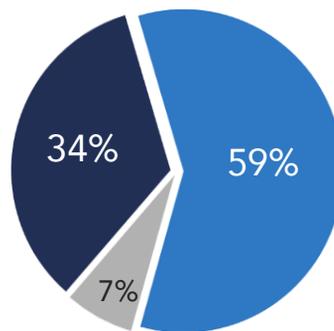


L'adhésion à l'idée d'un système par points

Dans le cadre de cette future réforme des retraites, préférez-vous... ?

Décideurs

Conserver le système actuel,
où les retraites sont
calculées selon le niveau
de salaire des 25 meilleures
années (dans le secteur privé)
ou des 6 derniers mois
(dans le secteur public)

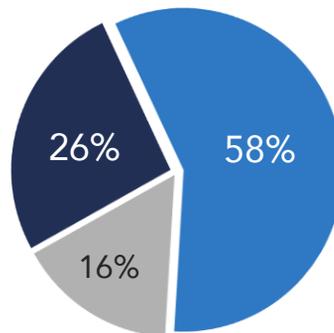


Non réponse

Passer à un système par points,
où chaque euro cotisé tout
au long de la vie professionnelle
donne droit à un nombre de
points, permettant de calculer
le niveau de pension au moment
de la retraite. La valeur du point
est la même quel que soit le statut
(salarié du privé, du public, ou
indépendant)

Grand public

Conserver le système actuel,
où les retraites sont
calculées selon le niveau
de salaire des 25 meilleures
années (dans le secteur privé)
ou des 6 derniers mois
(dans le secteur public)



Non réponse

Passer à un système par points,
où chaque euro cotisé tout
au long de la vie professionnelle
donne droit à un nombre de
points, permettant de calculer
le niveau de pension au moment
de la retraite. La valeur du point
est la même quel que soit le statut
(salarié du privé, du
public, ou indépendant)

Salariés du public : 47 %
Salariés du privé : 24 %
Indépendants : 13 %

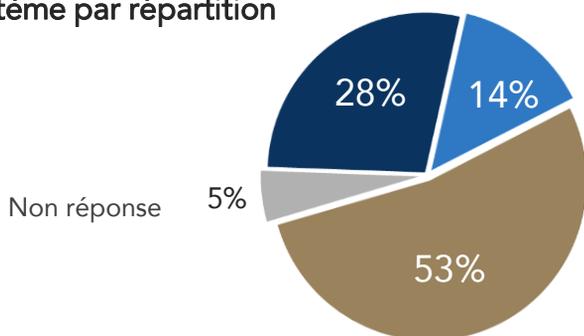
Salariés du public : 37 %
Salariés du privé : 59 %
Indépendants : 79 %

Système par répartition et système par capitalisation

Le régime de retraite actuel est un régime par répartition, c'est-à-dire que les actifs ne cotisent pas pour eux-mêmes mais pour payer les pensions des retraités actuels. Quand ils seront à la retraite, leurs pensions seront à leur tour payées par les actifs des générations suivantes, selon un principe de solidarité entre les générations. Pensez-vous qu'il faudrait à l'avenir... ?

Décideurs

Conserver ce système par répartition

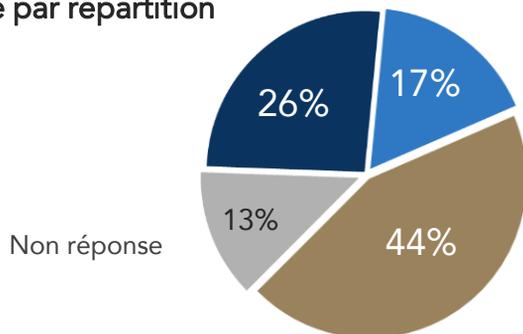


Passer à un système par capitalisation, où l'on cotise uniquement pour soi-même, en mettant de côté de l'argent qui est épargné en vue de la retraite

Passer à un système mixte, fonctionnant à la fois par répartition et par capitalisation

Grand public

Conserver ce système par répartition



Passer à un système par capitalisation, où l'on cotise uniquement pour soi-même, en mettant de côté de l'argent qui est épargné en vue de la retraite

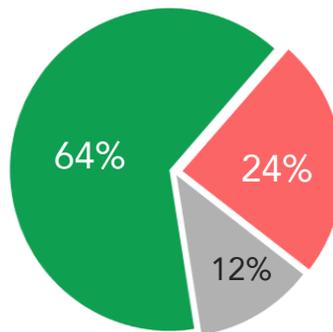
Passer à un système mixte, fonctionnant à la fois par répartition et par capitalisation

La nécessité perçue de la réforme

Diriez-vous à propos de cette réforme des retraites... ?

Décideurs

Qu'elle est indispensable pour pouvoir continuer à financer les pensions de retraites à l'avenir sans créer des déficits

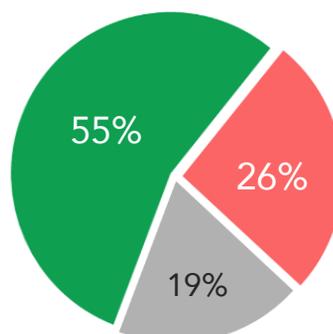


Qu'elle n'est pas indispensable : le système de retraite actuel est viable financièrement, sans besoin de le réformer à nouveau

Non réponse

Grand public

Qu'elle est indispensable pour pouvoir continuer à financer les pensions de retraites à l'avenir sans créer des déficits



Qu'elle n'est pas indispensable : le système de retraite actuel est viable financièrement, sans besoin de le réformer à nouveau

Non réponse

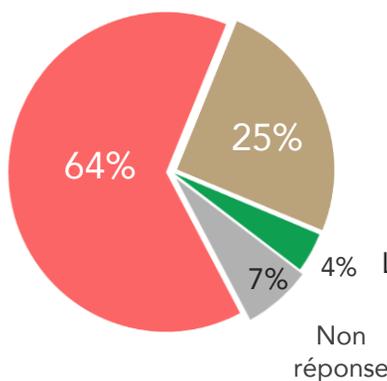
Salariés du public : 43 %
Salariés du privé : 56 %
Indépendants : 75 %

Les craintes existantes sur l'évolution des pensions

À l'issue de la réforme des retraites, pensez-vous que... ?

Décideurs

Le niveau des pensions baissera



Le niveau des pensions restera globalement stable

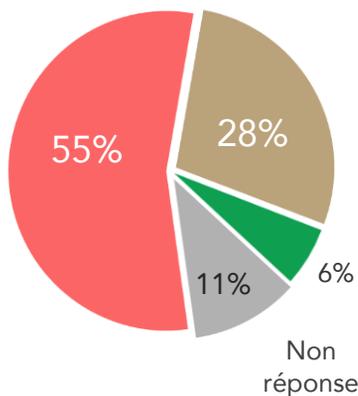
Le niveau des pensions augmentera

Non réponse

Grand public

Le niveau des pensions baissera

Salariés du public : 63 %
Salariés du privé : 54 %
Indépendants : 59 %



Le niveau des pensions restera globalement stable

Le niveau des pensions augmentera

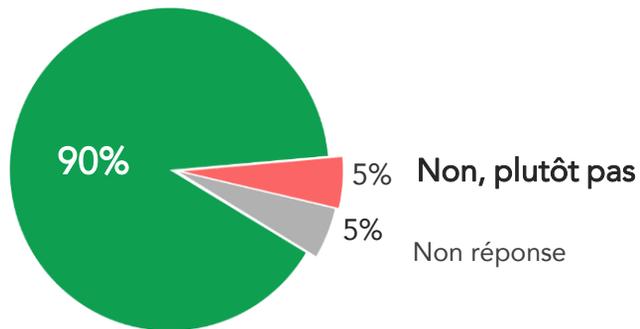
Non réponse

La nécessité perçue d'épargner en vue de la retraite

Enfin, à l'issue de cette réforme, pensez-vous que chaque actif devra épargner de son côté pour compléter sa future pension ?

Décideurs

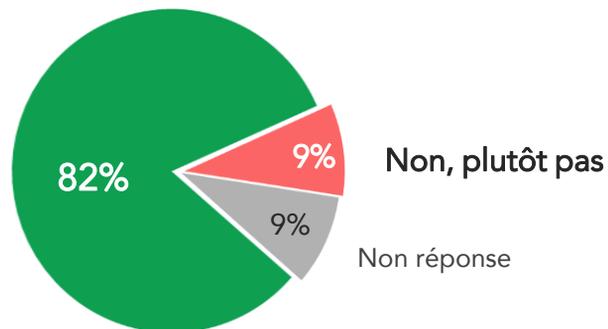
Oui, plutôt



Grand public

Oui, plutôt

Salariés du public : 78 %
Salariés du privé : 83 %
Indépendants : 89 %



VI VOICE

« La réalité ne pardonne pas qu'on la méprise. » Joris-Karl Huysmans



Études Conseil Stratégie pour l'avenir des entreprises et des institutions Paris - Londres - Casablanca



Les récentes études d'opinion Viavoice réalisées pour
HEC, *Libération*, *Le Figaro*, *Les Échos*, BFM Business, France 2, RTL et France Inter
sont consultables sur www.institut-viavoice.com
9, rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90. Viavoice est une SAS indépendante.